



Centrafrique.

Les forces gouvernementales se livrent à des exactions avec le soutien des forces spéciales françaises.

Communiqué, le 2 avril 2007

L'association Survie, qui milite en faveur de l'assainissement des relations franco-africaines, regrette le déplacement du chef de l'État Jacques Chirac auprès du Commandement des opérations spéciales (COS), forces spéciales basées à Bayonne.

Cette unité militaire, créée au moment de la guerre du Golfe en 1992 et qui relève directement de l'Élysée (hors hiérarchie militaire), intervient en Afrique dans des missions qui échappent au contrôle de l'opinion publique et qui permettent de couvrir des violations massives des droits de l'Homme.

Actuellement, les Forces spéciales sont engagées dans le Nord Est de la République Centrafricaine et soutiennent le régime en place avec notamment une couverture aérienne « quasi permanente » et des instructeurs militaires. Les forces gouvernementales centrafricaines ont tout loisir de se livrer à des exactions en toute impunité, ce que dénonce l'Union Africaine dans un rapport interne et ce que constate l'ONU.

Au Rwanda, de 1990 à 1993 alors que le régime connaissait une dérive de type génocidaire dénoncée par des ONG de défense des droits de l'Homme, des soldats du COS ont entraîné les Forces armées rwandaises, fers de lance au printemps 1994 du génocide d'un million de Tutsi.

En Côte d'Ivoire en 2004, des membres du COS ont été mis en cause dans la fusillade de jeunes manifestants ivoiriens (non armés) à Abidjan. En 2005, le général Poncet, alors commandant en chef du COS, était suspendu suite à l'assassinat d'un jeune ivoirien accusé de semer la terreur dans le nord du pays.

En rendant hommage à ces troupes d'élite à Bayonne, le président de la République veut conforter cet état de fait et laisser des recommandations pour ses successeurs. Cette visite lui permettra de faire l'apologie du COS, présenté comme une source de fierté nationale de défense des intérêts de la Nation française à l'étranger.

Si, comme le prétend le Premier ministre Dominique de Villepin, l'engagement des forces françaises est « une preuve tangible que la France défend des valeurs démocratiques et non des régimes », nous demandons que toute intervention de l'armée française fasse l'objet d'un débat préalable et d'un contrôle parlementaires¹.

Cette revendication avait d'ailleurs été émise en 2000 lors du dépôt par le député François Lamy d'un *Rapport d'information sur le contrôle parlementaire des opérations extérieures*.

Nous demandons également la suppression pure et simple du COS, forces au service d'une politique qui a aujourd'hui atteint ses limites, après les avoir prouvées au Rwanda ou en Côte d'Ivoire.

Contact presse : Olivier THIMONIER olivier.thimonier@survie-france.org Tél. : 01 44 61 03 25

¹ Cette revendication fait partie d'un ensemble de revendications émises par plus d'une vingtaine d'ONG françaises réunies en collectif autour de la campagne « 2007 Etat d'urgence planétaire. Votons pour une France solidaire » qui vise à interpeller les partis et les candidats aux élections présidentielle et législatives en France en 2007. Toutes les revendications concernant les relations franco-africaines sur <http://www.etatdurgenceplanetaire.fr/index.php/2007/02/06/15-fiche-france-afrique>